

## DA08 - DOSSIER D'ACCRÉDITATION FICHE DE PRÉSENTATION D'UNE FORMATION DE TYPE LICENCE, LICENCE PROFESSIONNELLE OU MASTER

### CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020 VAGUE A

Établissement demandant l'accréditation : [Université Lumière – Lyon 2](#)

La formation	
<b>A</b>  Intitulé (préciser le cas échéant si l'intitulé est hors nomenclature) :	Droit public
<b>B</b>  Niveau (L, grade L, LP, M, grade M, autre) :	M
<b>C</b>  Origine de la formation (préciser et détailler si nécessaire s'il s'agit d'un renouvellement à l'identique, d'un renouvellement avec restructuration, d'une création issue d'une restructuration ou d'une création ex-nihilo. En cas de création ex-nihilo, argumenter en quelques phrases cette création) :	Renouvellement avec restructuration suite à la fin de la co-accréditation de la mention avec Lyon 3 et Saint-Etienne
<b>D</b>  Champ de formations (indiquer le champ principal dans lequel s'inscrit cette formation. Préciser le cas échéant s'il y a un champ secondaire) :	DEG

<p><b>E</b></p> <p>Etablissements (indiquer les établissements qui demandent une co-accréditation) :</p>	
<p><b>F</b></p> <p>Parcours (préciser et détailler si nécessaire les différents parcours prévus dans la formation, y compris le parcours d'accès santé (L. AS)) :</p>	<p><b>M1</b> : 1 parcours Droit public généraliste ouvrant l'accès aux différents parcours de 2<sup>e</sup> année. Il comprendra un tronc commun approfondissant les disciplines étudiées en licence et des modules de spécialité qui préparent aux différents M2.</p> <p><b>M2</b> : <b>2 parcours Lyon 2 et 1 parcours UCLY</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>1 reconduction Lyon 2</b></li> </ul> <p>Droits de l'homme (Lyon 2)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>1 nouveau parcours Lyon 2 souhaité : M2 généraliste comportant une possibilité de spécialisation en Urbanisme et patrimoine.</b></li> </ul> <p>Objectifs :</p> <p>- Offrir un <b>débouché en M2 à l'ensemble des étudiants issus du M1 de Lyon 2.</b></p> <p><b>Dans le cadre de la co-accréditation antérieure, 36 étudiants de M1 pouvaient trouver au maximum une place dans l'un des parcours</b> (en M2 Droit public fondamental, 7 en M2 Contrats publics, et 22 en M2 Droits de l'homme). <b>En 2020, faute de remplir les conditions pour accéder aux M2 mutualisés qui sont sélectifs, 12 étudiants sortant du M1 Droit public avaient dû être redirigés vers un M2 administration publique, redirection qui ne peut plus être obtenue sans leur consentement en l'état actuel de l'interprétation du droit.</b> Il faut donc les additionner aux 30 étudiants inscrits en 2020/21 dans les M2 de droit public (= 42 en tout), ce qui monte le nombre total retenu à 60 (M1) + 30 (M2 DP) + 12 (M2 AP) = <b>102 (plus les 5 ajoutés par l'université = 107</b>, ce qui correspond à la marge d'augmentation en M1, les étudiants inscrits cette années étant par ex. 65 et non 60).</p> <p>De plus si le H/E était élevé en droit public, cela était dû aux M2 mutualisés qui vont disparaître. Avec la diminution du nombre d'heures proposée par l'Université (138 heures), il ne reste plus rien - ou presque - des heures affectées à ces M2 (150). <b>Il n'y aura donc plus aucun débouché pour les étudiants du M1 en dehors du M2 Droits de l'homme qui ne peut en accueillir qu'un peu plus d'une vingtaine et dont la spécialisation n'intéresse pas tous les étudiants. Il manque donc un M2 à la fois généraliste mais offrant une possibilité de spécialisation en urbanisme et patrimoine, qui permette d'accueillir les 22 étudiants restants.</b> 200 heures sont nécessaires au minimum pour monter un M2 généraliste, 300 si l'on ajoute une voie de spécialisation en urbanisme/patrimoine.</p> <p>Cette combinaison d'<b>une offre généraliste et d'une offre de spécialisation</b> procède de la volonté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour la voie généraliste : de <u>maintenir une formation pour accéder au doctorat et/ou préparer aux concours administratifs.</u></li> <li>- pour la spécialisation :</li> </ul>

	<ol style="list-style-type: none"> <li><b>De mobiliser les compétences d'enseignement et de recherche développées à Lyon 2</b>, tant en droit du patrimoine qu'en droit de l'urbanisme (en particulier par P. Planchet, Pr de droit public et J. Mesmein d'Estienne, MCF). Pour la recherche, ce M2 pourrait ainsi s'appuyer sur l'axe "Territoires" de l'unité de recherche Droits, Contrats, Territoires.</li> <li><b>De proposer un parcours juridique original</b>, tant au niveau du site qu'au niveau national.</li> <li><b>De répondre à une demande</b> de juristes spécialisés dans ces domaines, émanant en particulier des <b>collectivités territoriales et des cabinets de conseils</b>.</li> </ol> <p><b>- 1 nouveau parcours (sous convention UCLY) : M2 Action publique : État, Europe et collectivités territoriales</b></p> <p>Objectif de la formation : Cette formation en Master 2 s'inscrit dans la continuité du Master 1 Droit public de la Faculté de Droit Julie-Victoire Daubié de l'Université Lyon 2 ; elle a vocation à être l'un des parcours de spécialisation de Master 2.</p> <p>Du côté de l'UCLY, elle répond à une demande croissante d'étudiants souhaitant une offre de formation complète (Licence puis Master) spécialisée en droit public.</p> <p>L'objectif est d'apporter aux étudiants des connaissances approfondies dans les principales matières du droit public, en axant les enseignements sur l'interconnexion de l'État français, de l'Union européenne et des collectivités infra-étatiques. Il s'agira de déterminer à quel niveau (État/UE/CT) se prend la décision dans les principaux domaines de l'action publique et comment cette interconnexion implique une redéfinition des périmètres et formes d'action de l'État.</p> <p>Cette approche spécifique implique des enseignements à la fois théoriques et pratiques et une diversité des profils des intervenants : enseignants-chercheurs et professionnels de l'action publique.</p>
<p><b>G</b></p> <p>Lieux de la formation (préciser le cas échéant les délocalisations) :</p>	<p>Lyon 2 sauf pour le M2 UclY</p>
<p><b>H</b></p> <p>Modalités d'enseignement (préciser si la formation est faite en apprentissage, en contrat de professionnalisation; à distance, etc.) :</p>	<p>Le master accueille principalement des étudiantes et étudiants en formation initiale en mode présentiel. Quelques étudiants peuvent s'y inscrire en formation continue ou en VAE mais il n'existe pas de dispositifs d'apprentissage ou de professionnalisation.</p>

<p><b>I</b></p> <p>Volume horaire de la formation (indiquer aussi la part d'enseignement en langues étrangères) :</p>	<p><b>M1 Droit public propre à Lyon 2</b> : 500 heures</p> <p>Enseignement en anglais : 21 h</p> <p><b>Parcours M2 propre à Lyon 2</b> :</p> <p>Droits de l'homme : 210 heures dont 12 h en anglais</p> <p><b>M2 propre à Lyon 2 dont la création est souhaitée</b> : à déterminer en fonction du nombre d'heures obtenues</p> <p><b>M2 sous convention UCLY</b> Action publique : État, Europe et collectivités territoriales : 69h en M2 + stage 1 mois (169h au S9 et 95h + stage d'un mois au S10)</p> <p>Enseignement en anglais : 18 h</p>
<p><b>J</b></p> <p>Effectifs attendus :</p>	<p><b>L'effectif global pour l'ensemble des parcours et les deux années de Master sera de 95 étudiants. Une augmentation pourrait être envisagée si l'université en accordait les moyens.</b></p> <p>Pour les Masters existant, la référence sera basée sur la moyenne des dernières années. En cas d'ouverture, justifier les flux attendus.</p> <p><b>M1</b> : 60 étudiants (65 inscrits en 2020/2021)</p> <p><b>M2 Droits de l'homme Lyon 2</b> : 22 étudiants en moyenne sur les 2 dernières années (2019/2020- 2020/2021)</p> <p><b>M2 propre à Lyon 2 dont la création est souhaitée</b> : 20 à 25 étudiants (v. explication ci-dessus)</p> <p><b>M2 sous convention UCLY</b> Action publique : État, Europe et collectivités territoriales : 15-20 étudiants</p>
<p><b>K</b></p> <p>Partenariat avec un autre (ou d'autres) établissement d'enseignement supérieur public :</p>	

<p><b>L</b></p> <p>Accords internationaux particuliers :</p>	<p>Les étudiants du parcours de 1<sup>ère</sup> année peuvent, s'ils sont sélectionnés, suivre leur formation en échange (ce qui est peu pratiqué).</p> <p>Le parcours Droits de l'homme fait partie d'un programme intégré commun avec la Faculté de Droit de l'Université de Sherbrooke. Il accueille ainsi des étudiants québécois du diplôme Droit transnational et <i>common law</i> qui viennent suivre le M2 entre les 2 semestres de leur formation canadienne.</p>
<p><b>M</b></p> <p>Conventionnement avec une institution privée française :</p>	<p>Convention d'un parcours avec l'Université catholique de Lyon.</p>
<p><b>N</b></p> <p><b>Suite au rapport HCERES et pour répondre aux quelques critiques qui y ont été faites :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des <b>enseignements en anglais</b> seront proposés dans les différents parcours (en particulier dans le M2 Droits de l'homme)</li> <li>- s'agissant de la <b>formation continue</b>, celle-ci pourrait être proposée dans le nouveau M2 Droit public à construire</li> <li>- Quant à la <b>lisibilité de la formation qui pouvait être améliorée du côté de Lyon 3</b>, elle n'est plus d'actualité puisque cette mention co-accréditée doit disparaître</li> </ul>	
<p><b>O</b></p> <p>Si la présente mention comprend une option « accès santé » (L.AS), décrire succinctement le dispositif :</p> <p>Néant</p>	